



Pleins gaz en direction de la décarbonisation

CLIMAT Plus le temps d'attendre, a clamé la majorité – même ténue – des élus. Le canton est ainsi prié d'élaborer un programme ad hoc et des objectifs intermédiaires obligatoires.

PAR DAN STEINER

Dans sa réponse à une motion de la Verte bernoise Natalie Imboden, le Conseil exécutif répondait: «La stratégie énergétique de 2006 du canton de Berne reste une bonne base pour la décarbonisation: elle vise à long terme une «société à 2000 watts». Des objectifs quantitatifs sont aussi fixés pour l'année 2035...» La phrase continue, mais «long terme» et horizon 2035 ne sont plus suffisants, selon la majorité du Grand Conseil.

Hier, par 100 voix pour contre 42, il a accepté de pousser le gouvernement à «faire tout ce qui est en son pouvoir» pour «créer dans sa législation les bases nécessaires à la protection du climat». En clair: pleins gaz du point A, une économie tournée vers l'énergie fossile, au B, le renouvelable. Mais alors que le gouvernement conseillait de classer l'affaire, 79 députés (contre 64) ont refusé. «Le Conseil exécutif est

chargé d'élaborer un programme de décarbonisation et fixera des objectifs intermédiaires obligatoires.» C'est désormais, selon le texte de Natalie Imboden, sa mission.

Aux autres de faire l'effort?

«Bien que ces objectifs (ré: ceux de la stratégie 2006 du canton) vont moins loin que ceux de l'Accord de Paris, on ne les atteindra quand même pas», a déploré la principale intéressée. «Les jeunes manifestent et demandent des actes. Il faut les prendre au sérieux!» A la tribune, l'écologiste tramelote Moussia von Wattenwyl a considéré que la question était d'autant plus d'actualité que la loi sur l'énergie venait récemment d'être refusée par les Bernois.

Les partis ont ainsi approuvé le concept, à l'exception de l'UDC et d'une partie du PLR. «Avec la stratégie de 2006, Berne a fixé des objectifs percutants et les efforts effectués sont importants», se satisfai-

sait Sandra Hess, le maire radical de Nidau. Quant à l'agrarienne Barbara Josi (Berne), l'abandon du charbon en Allemagne induira des problèmes sociaux, alors que la Pologne et encore moins les Etats-Unis ne risquent de se passer de cette énergie fossile. «Le climat ne tient pas compte des frontières.» Traduction: il est urgent d'attendre. Que ce soit les autres qui s'y mettent. «Un masterplan n'est pas utile.»

Au micro après elle, Martin Aeschlimann (PEV, Berthoud) n'a pas hésité à s'écarter de son réquisitoire prépréparé pour dire tout le bien qu'il pensait de la façon de répondre à l'urgence climatique de sa préopinante. «Il faut croire que tant que d'autres utilisent du charbon, peu importe ce que l'on fait ici, dans le canton de Berne... Mais si l'on veut aller de l'avant, il faut des mesures sévères, et le gouvernement doit agir. Ce ne sera pas simple.»



Les sécheresses qui se succèdent induisent des incendies. Le canton est épargné, mais il aurait tort de rester inactif. ARCHIVES KEYSTONE/PRÉTEXTE

L'environnement fait feu de tout bois

Hier, les questions environnementales ont parsemé l'ordre du jour. Hormis la motion Imboden, on a aussi eu droit à une rasade d'interventions verdoyantes. Si la gauche n'est pas parvenue à imposer l'utilisation de l'eau du robinet au détriment de celle en bouteille dans les locaux de l'administration cantonale, trois postulats ont passé la rampe. Une fois n'est pas coutume, ce sont deux élus UDF, épaulés par un Vert'libéral, qui ont avec succès proposé de «charger le Conseil exécutif d'élaborer des mesures d'encouragement motivant les entreprises et les PME à développer la mobilité électrique dans le canton». Dans la même veine, l'assemblée a adopté deux points de la proposition de trois députés verts, dont les requêtes étaient qu'on utilise du jus renouvelable pour les bornes de recharge universelle, et que l'on «encourage l'installation de stations de recharge rapide pour les batteries de vélos électriques sans devoir apporter son propre chargeur». **DS**